

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 avril 1967, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et des ministres des cultes", a donné le 10 avril 1967 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1967 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de wedden van de leden van de rechterlijke orde en van de bedienaars van de erediensten", heeft de 10e april 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION RELATIVE AUX ARTICLES 1er et 2 du PROJET.

Les augmentations de traitement allouées par le projet sont attribuées selon des règles qui s'écartent du mode de fixation des traitements des membres de l'ordre judiciaire établi par la loi sur l'organisation judiciaire. Il en résulte qu'il est difficile de donner une présentation adéquate aux dispositions du projet. La difficulté est d'autant plus grande que la première augmentation accordée à partir du 1er avril 1966 et la seconde augmentation accordée à partir du 1er avril 1967 sont soumises à des règles différentes en ce qui concerne le maximum du traitement.

L'article 1er du projet, qui constitue une disposition autonome, augmente le traitement des membres de l'ordre judiciaire de 3.000 francs à partir du 1er avril 1966, et de 3.000 francs à partir du 1er avril 1967. L'article 2, qui modifie expressément le texte des articles 227 et 234 de la loi sur l'organisation judiciaire, réduit de 3.000 francs, à partir du 1er avril 1966, le montant de la majoration accordée après 24 années de fonctions.

Le système du projet a l'inconvénient de séparer les dispositions de l'article 2, qui seront insérées dans la loi sur l'organisation judiciaire, des dispositions de l'article 1er, qui feront partie d'une loi distincte. Or, ces deux dispositions sont étroitement

.../...

liées et même se combinent dans leur application. Il se recommande donc qu'elles restent réunies dans une même loi.

Comme les règles fixées par le projet pour l'octroi des augmentations de traitement s'écartent des règles fixées par la loi sur l'organisation judiciaire, il est plus simple et plus clair de faire des articles 1er et 2 du projet des dispositions autonomes, distinctes de cette loi.

A cet effet, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 1er (articles 1er, 2 et 4 du projet).

Pour la période du 1er avril 1966 au 31 mars 1967, les traitements des membres de l'ordre judiciaire fixés par les articles 224, 227, 233, 233bis et 234 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et majorés par la loi du 22 avril 1965, sont augmentés de 3.000 francs, le maximum de ces traitements restant inchangé .

A partir du 1er avril 1967, ces mêmes traitements sont augmentés de 6.000 francs, le maximum n'étant toutefois augmenté que de 3.000 francs".

OBSERVATION COMPLEMENTAIRE CONCERNANT LE CHAMP D'APPLICATION  
DU PROJET.

Le projet concerne exclusivement les traitements des membres de l'ordre judiciaire et des ministres des cultes.

Selon les circulaires du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique des 5 avril 1966 et 1er février 1967, le Gouvernement a l'intention de saisir les Chambres législatives de projets de loi tendant à allouer les mêmes augmentations de traitements à tous les titulaires de fonctions publiques dont les traitements sont fixés par le législateur.

Il semble, dès lors, peu indiqué d'élaborer des projets de loi distincts pour des mesures en tous points semblables et d'obliger ainsi les Chambres législatives à délibérer à plusieurs reprises au sujet d'une même question. C'est pour éviter cet inconvénient qu'un seul projet de loi a été déposé en vue d'augmenter de 3.400 francs ou de 2 p.c. les traitements de tous les titulaires de fonctions publiques dont les traitements sont fixés par la loi, ainsi que ceux des ministres des cultes (Doc. parl. Chambre des Représentants, n°1014/1, session 1964-1965). Ce projet est devenu la loi du 22 avril 1965 majorant les traitements, suppléments de traitements, allocations et indemnités de certains membres du personnel rétribué par l'Etat.

Il appartient au Gouvernement d'apprécier si, dans un but de simplification, il ne se recommande pas de remplacer le présent projet par un projet plus large qui pourrait être rédigé comme suit :

PROJET DE LOI RELATIF AUX TRAITEMENTS DE CERTAINS TITULAIRES  
DE FONCTIONS PUBLIQUES ET DES MINISTRES DES CULTES.

-----  
BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Education nationale, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale,

## NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Education nationale, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Sans préjudice des majorations de traitement établies par la loi du 22 avril 1965, la présente loi est applicable :

- 1° aux traitements des membres de l'ordre judiciaire, fixés aux articles 224, 227, 233, 233bis et 234 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 9 août 1963;
- 2° aux traitements des membres de la Cour des comptes, fixés aux articles 1er et 2 de la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes;
- 3° aux traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite, fixés aux articles 1er à 5 de la loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite;
- 4° aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, fixés aux articles 1er et 3 de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 28 mars 1964;

.../...

5° aux traitements des membres de l'enseignement supérieur, fixés aux articles 36, 38 et 39bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, modifiée par la loi du 6 juillet 1964.

Article 2.-

Il est appliqué aux traitements indiqués à l'article 1er, 1°, 2°, 4° et 5°, deux augmentations successives de 3.000 francs, la première, avec effet au 1er avril 1966, la seconde, avec effet au 1er avril 1967.

Toutefois, seule la seconde augmentation s'applique au maximum des traitements.

Article 3.-

Les traitements indiqués à l'article 1er, 3°, sont augmentés de 3.000 francs à partir du 1er avril 1967.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de l'Education nationale,

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale,

+

+ +

.../...

Dans le texte de l'article 1er, 4°, qui précède, le Conseil d'Etat s'est abstenu de toute proposition concernant l'éventuelle majoration des indemnités allouées aux assesseurs de la section de législation du Conseil d'Etat; ces indemnités sont fixées par référence au traitement des conseillers d'Etat (loi du 5 avril 1955, article 2).

Dans l'article 1er, 5°, le Conseil d'Etat s'est également abstenu de toute proposition concernant l'augmentation des traitements des chargés de cours pour lesquels leur enseignement ne constitue qu'une charge accessoire, des professeurs qui exercent une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de leur temps et des professeurs extraordinaires, traitements fixés respectivement aux articles 37, 39 et 39ter de la loi du 28 avril 1953, modifiée par la loi du 6 juillet 1964. Il appartient, en effet, au Gouvernement de se prononcer à cet égard.

-----

OPMERKING BETREFFENDE DE ARTIKELEN 1 EN 2 VAN HET ONTWERP.

De in het ontwerp bedoelde weddeverhogingen worden toegekend volgens regelen die afwijken van de wijze waarop de wedden van de leden van de rechterlijke orde worden vastgesteld, zoals die is bepaald in de wet op de rechterlijke inrichting. Het is dan ook moeilijk de bepalingen van het ontwerp behoorlijk in te kleden, vooral omdat voor de eerste verhoging met ingang van 1 april 1966 en voor de tweede met ingang van 1 april 1967 verschillende regelen gelden wat de maximumwedde betreft.

Artikel 1 van het ontwerp, dat een op zichzelf staande bepaling vormt, verhoogt de wedde van de leden van de rechterlijke orde met 3.000 frank met ingang van 1 april 1966, en met 3.000 frank met ingang van 1 april 1967. Artikel 2, dat de tekst van de artikelen 227 en 234 van de wet op de rechterlijke inrichting uitdrukkelijk wijzigt, vermindert met 3.000 frank, van 1 april 1966 af, het bedrag van de verhoging die wordt toegekend na 24 jaar ambtsuitoefening.

Aan de ontwerp-regeling is het nadeel verbonden, dat de bepalingen van artikel 2, die in de wet op de rechterlijke inrichting zullen worden ingevoegd, gescheiden worden van de bepalingen van artikel 1, die in een afzonderlijke wet komen te staan. Beide bepalingen zijn echter nauw met elkaar verbonden en worden zelfs gecombineerd toegepast. Men houde ze dus samen in eenzelfde wet.

Daar het ontwerp inzake weddeverhogingen, regelen stelt welke afwijken van die van de wet op de rechterlijke inrichting, is het eenvoudiger en duidelijker de artikelen 1 en 2 van het ontwerp tot autonome, los van die wet staande bepalingen te maken.

Hiertoe wordt de volgende tekst voorgesteld :  
"Artikel 1 (artikelen 1, 2 en 4 van het ontwerp).

Over de periode van 1 april 1966 tot 31 maart 1967 worden de wedden van de leden van de rechterlijke orde, zoals die in de artikelen 224, 227, 233, 233bis en 234 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting vastgesteld en bij de wet van 22 april 1965 verhoogd zijn, met 3.000 frank verhoogd ; het maximum van die wedden blijft onveranderd.

Met ingang van 1 april 1967 worden dezelfde wedden verhoogd met 6.000 frank, maar het maximum met slechts 3.000 frank".

AANVULLENDE OPMERKING BETREFFENDE DE WERKINGSSFEER VAN HET  
ONTWERP.

Het ontwerp betreft uitsluitend de wedden van de leden van de rechterlijke orde en van de bedienaars van de erediensten.

Volgens de omzendbrieven van de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt van 5 april 1966 en 1 februari 1967, is de Regering voornemens wetsontwerpen bij de Wetgevende Kamers in te dienen om dezelfde weddeverhogingen toe te kennen aan alle titularissen van openbare ambten wier wedden door de wetgever worden bepaald.

Het lijkt dan ook niet zeer aan te bevelen, afzonderlijke wetsontwerpen voor volkomen gelijke maatregelen op te maken en de Wetgevende Kamers dus te verplichten, eenzelfde

kwestie meermaals te behandelen. Om die bezwaren te ondervangen, werd slechts één wetsontwerp ingediend om de wedden van alle titularissen van openbare ambten, wier wedden bij de wet zijn vastgesteld, alsook die van de bedienaars van de erediensten, met 3.400 frank of 2 t.h. te verhogen (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1964-1965, nr. 1014/1). Dat ontwerp is geworden de wet van 22 april 1965 tot verhoging van de wedden, weddesupplementen, toelagen en vergoedingen van sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel.

De Regering dient te oordelen of het niet eenvoudiger zou zijn het onderhavige ontwerp te vervangen door een ruimer opgevatte tekst, als volgt :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE WEDDEN VAN SOMMIGE TITULARISSEN  
VAN OPENBARE AMBTEN EN VAN DE BEDIENAARS VAN DE ERE-  
DIENSTEN.

-----

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Nationale Opvoeding van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister-Staatssecretaris voor Nationale Opvoeding,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Nationale Opvoeding, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister-Staatssecretaris voor Nationale Opvoeding, zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Onverminderd de weddeverhogingen vastgesteld bij de wet van 22 april 1965, is deze wet van toepassing :

- 1° op de wedden van de leden van de rechterlijke orde, vastgesteld in de artikelen 224, 227, 233, 233bis en 234 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963;
- 2° op de wedden van de leden van het Rekenhof, vastgesteld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof;
- 3° op de wedden van de bedienaars van de katholieke, de protestants-evangelische, de anglikaanse en de Israëlitische eredienst, vastgesteld in de artikelen 1 tot 5 van de wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglikaanse en Israëlitische erediensten;
- 4° op de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, vastgesteld in de artikelen 1 en 3 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1964;
- 5° op de wedden van de leden van het hoger onderwijs, vastgesteld in de artikelen 36, 38, 39bis van de wet van 28 april 1953 op de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 2.-

Op de wedden vermeld in artikel 1, 1°, 2°, 4° en 5°, worden twee opeenvolgende verhogingen van 3.000 frank toegepast, de eerste met uitwerking op 1 april 1966, de tweede met uitwerking op 1 april 1967.

Op het maximum van de wedden wordt echter alleen de tweede verhoging toegepast.

Artikel 3.-

De wedden vermeld in artikel 1, 3°, worden met 3.000 frank verhoogd met ingang van 1 april 1967.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

De Minister van Nationale Opvoeding,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister-Staatssecretaris voor Nationale Opvoeding,

+

+

+

In de tekst van artikel 1, 4°, hiervoren, heeft de Raad van State geen voorstel gedaan betreffende de eventuele verhoging van de vergoedingen van de assessoren van de afdeling wetgeving van de Raad van State; die vergoedingen worden vastgesteld onder verwijzing naar de wedde van de Staatsraden (wet van 5 april 1955, artikel 2).

In artikel 1, 5°, heeft de Raad van State evenmin een voorstel gedaan betreffende de verhoging van de wedden van de docenten, voor wie het onderwijs slechts een bijkomende taak is, van de hogleraren die een andere bezoldigde werkzaamheid uitoefenen welke een groot gedeelte van hun tijd in beslag neemt, en van de buitengewone hogleraren; die wedden zijn onderscheidenlijk vastgesteld in de artikelen 37, 39 en 39ter van de wet van 28 april 1953, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964. Hierin dient immers de Regering te beslissen.

---

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN,  
de Heren :

                  J. MASQUELIN,  
Madame : G. CISELET,  
Mevrouw :

Monsieur : G. DE LEUZE,  
de Heer :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat,                   président,  
staatsraad,                        voorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

greffier adjoint,                   greffier.  
adjunct-griffier,                   griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.